



GROUPE RENTABILIWEB

Etats financiers consolidés
au 31 décembre 2009

Sommaire

1.	Etats financiers consolidés	3
1.1.	Etat de situation financière consolidée.....	3
1.2.	Etat du résultat global consolidé.....	4
1.3.	Etat des variations de capitaux propres consolidés	5
1.4.	Tableau de flux de trésorerie consolidé	6
2.	Annexe aux états financiers consolidés.....	7
2.1.	Principes, règles et méthodes comptables	7
2.1.1	Déclaration de conformité.....	7
2.1.2	Principes de consolidation	8
2.1.3	Opérations en monnaie étrangère.....	10
2.1.4	Immobilisations incorporelles.....	11
2.1.5	Immobilisations corporelles	12
2.1.6	Contrats de location	12
2.1.7	Pertes de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles	13
2.1.8	Actifs financiers	13
2.1.9	Stocks et en-cours	14
2.1.10	Créances et autres débiteurs.....	14
2.1.11	Trésorerie et équivalents de trésorerie	15
2.1.12	Capital social.....	15
2.1.13	Titres en autocontrôle	15
2.1.14	Paiements fondés sur des actions	15
2.1.15	Provisions	16
2.1.16	Passifs financiers	16
2.1.17	Dettes commerciales et autres dettes courantes	16
2.1.18	Secteurs opérationnels	17
2.1.19	Produits des activités ordinaires.....	17
2.1.20	Avantages du personnel.....	17
2.1.21	Impôts différés.....	18
2.1.22	Gestion du risque lié aux instruments financiers	18
2.2.	Estimation et incertitudes.....	19
2.3.	Principaux faits caractéristiques de l'exercice	21
2.4.	Périmètre de consolidation	22
2.5.	Note 1 ▪ Ecart d'acquisition.....	23
2.6.	Note 2 ▪ Immobilisations incorporelles.....	24
2.7.	Note 3 ▪ Immobilisations corporelles.....	25
2.8.	Note 4 ▪ Autres actifs financiers non courants.....	25
2.9.	Note 5 ▪ Stocks.....	26
2.10.	Note 6 ▪ Clients et autres débiteurs	26
2.11.	Note 7 ▪ Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	27
2.12.	Note 8 ▪ Capital social.....	27
2.13.	Note 9 ▪ Titres en autocontrôle.....	27
2.14.	Note 10 ▪ Paiements fondés sur des actions.....	27
2.15.	Note 11 ▪ Provisions.....	29
2.16.	Note 12 ▪ Dettes financières.....	30
2.17.	Note 13 ▪ Fournisseurs et autres créditeurs	31
2.18.	Note 14 ▪ Juste valeur des actifs et passifs financiers	32



2.19.	Note 15 ▪ Secteurs opérationnels.....	32
2.20.	Note 16 ▪ Produits des activités ordinaires.....	36
2.21.	Note 17 ▪ Autres produits opérationnels.....	36
2.22.	Note 18 ▪ Matières premières et consommables utilisées.....	36
2.23.	Note 19 ▪ Charges de personnel.....	37
2.24.	Note 20 ▪ Autres charges opérationnelles.....	37
2.25.	Note 21 ▪ Pertes de valeur, amortissements et provisions.....	38
2.26.	Note 22 ▪ Charges financières.....	38
2.27.	Note 23 ▪ Charges d'impôt sur le résultat.....	38
2.28.	Note 24 ▪ Résultat par action.....	40
2.29.	Note 25 ▪ Entreprises liées.....	40
2.30.	Note 26 ▪ Engagements, actifs et passifs éventuels.....	41
2.31.	Note 27 ▪ Evénements postérieurs à la clôture.....	42
3.	Rapport du commissaire.....	43



1. Etats financiers consolidés

1.1. Etat de situation financière consolidée

ACTIF	Note	31.12.2009	31.12.2008
Ecart d'acquisition	1	27 949	27 949
Immobilisations incorporelles	2	3 137	2 409
Immobilisations corporelles	3	468	263
Immeubles de placement			
Actifs biologiques			
Participations dans les entreprises associées			
Autres actifs financiers	4	115	26
Actifs d'impôts différés	22	666	374
Actifs non courants		32 335	31 022
Stocks et en-cours	5		5
Clients et autres débiteurs	6	21 728	16 806
Actifs d'impôts exigibles		198	120
Autres actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	15 241	13 957
Actifs courants		37 167	30 888
ACTIF TOTAL GENERAL		69 502	61 910

PASSIF	Note	31.12.2009	31.12.2008
Capital social	8	17 741	17 741
Réserves groupe		18 919	12 322
Ecart de conversion groupe		-35	-35
Résultat groupe		7 452	6 670
Titres en autocontrôle	9	-707	
Intérêts minoritaires			
Capitaux propres		43 370	36 698
Provisions à long terme	11	98	198
Passifs financiers	12	8	20
Passifs d'impôts différés	22	524	524
Passifs non courants		630	742
Provisions à court terme	11	101	101
Passifs financiers	12	28	23
Fournisseurs et autres créditeurs	13	24 714	23 738
Passifs d'impôts exigibles		659	608
Passifs courants		25 502	24 470
PASSIF TOTAL GENERAL		69 502	61 910



1.2. Etat du résultat global consolidé

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	Note	31.12.2009	31.12.2008
Produits des activités ordinaires	16	65 490	56 474
<i>dont chiffre d'affaires</i>	16	65 444	56 268
Variation stocks produits finis et travaux en cours			
Autres produits opérationnels	17	613	2 436
Matières premières et consommables utilisées	18	-49 555	-44 906
Charges de personnel	19	-4 482	-3 194
Autres charges opérationnelles	20	-154	-20
Charges de dépréciation, amortissements et provisions	21	-751	-543
Charges financières	22	-70	-216
Résultat des sociétés mises en équivalence			
Résultat des activités abandonnées			
Résultat avant impôt		11 091	10 031
Charges d'impôt sur le résultat	23	-3 639	-3 361
Résultat net de l'exercice		7 452	6 670
Résultat net - part du groupe		7 452	6 670
Résultat net - intérêts des minoritaires			
Résultat par action	24	0,47	0,42
Résultat dilué par action	24	0,46	0,42

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	Note	31.12.2009	31.12.2008
Résultat net de l'exercice		7 452	6 670
Variation de l'excédent de réévaluation des immobilisations incorporelles et corporelles			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Profits et pertes résultant de la conversion des états financiers d'une activité à l'étranger		-35	-35
Profits et pertes relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente			
Partie efficace des profits et des pertes sur instruments de couverture			
Quote-part des autres éléments des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence			
Impôts			
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		-35	-35
Résultat global de l'exercice		7 417	6 635
Résultat global - part du groupe		7 417	6 635
Résultat global - intérêts des minoritaires			



1.3. Etat des variations de capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Réserves groupe	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Ecart de réévaluation	Titres en autocontrôle	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Situation au 31.12.2007	16 349		1 658	-12	4 839			22 834		22 834
Augmentation de capital	1 392	5 747						7 139		7 139
Affectation du résultat			4 839		-4 839					
Dividendes versés										
Résultat de la période					6 670			6 670		6 670
Variation de change				-23				-23		-23
Variations de périmètre										
Autres variations			79					79		79
Situation au 31.12.2008	17 741	5 747	6 575	-35	6 670			36 698		36 698
Augmentation de capital										
Affectation du résultat			6 670		-6 670					
Dividendes versés			-315					-315		-315
Résultat de la période					7 452			7 452		7 452
Variation de change										
Variations de périmètre			-1					-1		-1
Autres variations			243				-707	-464		-464
Situation au 31.12.2009	17 741	5 747	13 172	-35	7 452		-707	43 370		43 370



1.4. Tableau de flux de trésorerie consolidé

	Note	31.12.2009	31.12.2008
Résultat net des sociétés intégrées		7 452	6 670
Elim. des amortissements et provisions	2-3-11	562	-468
Elim. de la variation des impôts différés	23	-291	-131
Elim. des plus ou moins-values de cession	2-3	2	1
Elim. de quote-part de résultat des sociétés mises en équiv.			
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	10	243	79
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement		-3 973	455
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (A)		3 995	6 606
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	2	-1 238	-441
Acquisitions d'immobilisations corporelles	3	-359	-194
Acquisitions d'immobilisations financières			
Cessions d'immobilisations			
Variation des autres actifs financiers	4	-89	16
Incidence des variations de périmètre			
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		-1 686	-619
Augmentation de capital			139
Réduction de capital			
Dividendes versés	8	-315	
Variation des actions propres	9	-707	
Souscription d'emprunts et autres dettes			
Remboursements d'emprunts et autres dettes	12	-12	-18
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		-1 034	121
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (A+B+C)		1 275	6 108
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à l'ouverture	7	13 957	7 870
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à la clôture	7	15 232	13 957
Incidence des variations de cours des devises			-21
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie		1 275	6 108



2. Annexe aux états financiers consolidés

La société RENTABILIWEB GROUP est une société anonyme de droit belge dont le siège social est situé à Bruxelles en Belgique.

La société ainsi que ses filiales offrent aux professionnels et aux webmasters la plus importante plate-forme de services de monétisation de leur trafic avec des solutions de paiement et de micropaiement, et des contenus éditoriaux rémunérés clés en main. Le groupe, qui a développé en parallèle des programmes d'affiliation et des activités de régie publicitaire on-line, possède une expertise reconnue dans les solutions de fidélisation et de marketing direct.

RENTABILIWEB est un acteur majeur de la "création" d'audiences avec un bouquet de services qui couvre l'ensemble du divertissement grand public : petites annonces, jeux en ligne, services d'informations ou de conseils aux Internautes, blogs, sites de vie pratique, rencontres, etc. RENTABILIWEB est notamment très présent sur les services de dating et sur le "casual gaming", première communauté francophone de joueurs en ligne.

Depuis le 15 février 2010, la société est cotée sur le marché en continu sur le compartiment C des places Euronext Bruxelles et Euronext Paris sous le symbole BIL. Auparavant, elle était cotée depuis le 6 décembre 2006 sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, et depuis le 28 janvier 2009, à Bruxelles.

Les états financiers consolidés sont clôturés au 31 décembre, date de clôture des comptes de la société. Les données comparatives présentées au 31 décembre 2008 correspondent à une période de 12 mois.

Les états financiers de toutes les sociétés intégrées dans la consolidation du groupe sont préparés en adoptant des méthodes comptables et d'évaluation uniformes. Les chiffres de l'année précédente sont déterminés en appliquant les mêmes méthodes comptables, sauf exception.

Les états financiers du groupe ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 23 mars 2010.

Conformément à la norme IAS 1, les états financiers comprennent un état de situation financière, un état de résultat global, un état des variations des capitaux propres, un tableau des flux de trésorerie établi conformément à la norme IAS 7 et des notes annexes contenant un résumé des principales règles et méthodes comptables et les autres notes explicatives.

Dans l'état de résultat global, les charges de l'exercice sont regroupées et présentées selon leur nature.

Dans le tableau des flux de trésorerie, les flux de trésorerie des activités opérationnelles sont présentés en utilisant la méthode indirecte.

2.1. Principes, règles et méthodes comptables

Les états financiers consolidés présentés au 31 décembre 2009 comprennent la société et ses filiales (l'ensemble désigné comme le "groupe") et, le cas échéant, la quote-part du groupe dans les coentreprises ou entreprises associées.

2.1.1 Déclaration de conformité

Conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe sont établis conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de préparation de ses états



financiers. Ce référentiel comprend les normes IFRS et IAS (International Accounting Standards) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Le groupe n'applique pas par anticipation les normes, amendements ou interprétations en cours d'adoption par l'Union européenne ou d'application non obligatoire.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1er janvier 2009 :

- norme IAS 1 "Présentation des états financiers " révisée ;
- norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels".

Les nouvelles normes, amendements et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1er janvier 2009, mais n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du groupe RENTABILIWEB :

- amendement à la norme IAS 23 "Coûts d'emprunt" ;
- amendement à la norme IFRS 2 "Paiement fondé sur des actions" ;
- amendements aux normes IFRS 1 et IAS 27 relatifs au coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée ;
- interprétation IFRIC 13 "Programmes de fidélisation de la clientèle" ;
- amendements à la norme IAS 39 et à l'interprétation IFRIC 9 "Dérivés incorporés" ;
- amendements aux normes IFRS 4 et IFRS 7 "Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers" ;
- amendements aux normes IAS 32 et IAS 1 "Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation" ;
- norme IAS 19 et interprétation IFRIC 14 "Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction" ;
- interprétation IFRIC 15 "Accords de construction de biens immobiliers" ;
- interprétation IFRIC 17 "Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires" ;
- interprétation IFRIC 18 "Transferts d'actifs provenant de clients".

Les principaux textes émis par l'IASB, dont l'anticipation est possible, applicables à partir de 2010, sont les suivants :

- norme IFRS 3 "Regroupements d'entreprises" révisée, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009 ;
- amendement à la norme IAS 32 "Classement des émissions de droit", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er février 2010 ;
- amendements à la norme à IAS 39 "Eléments éligibles à la couverture", applicables aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009 ;
- interprétation IFRIC 16 "Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger", applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009.

2.1.2 Principes de consolidation

Entités contrôlées

Les filiales sont consolidées suivant la méthode de l'intégration globale. Conformément à la norme IAS 27, il faut entendre par filiale, les sociétés dans lesquelles la société peut diriger les politiques financières et



opérationnelles, de façon à obtenir des avantages des activités de la filiale. Les états financiers des filiales sont consolidés depuis la date où le contrôle par le groupe commence, jusqu'à la date où il s'achève.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées, à valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés d'après les règles de consolidation.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Les soldes, les transactions, les produits et les charges intra-groupes sont éliminés.

Participations dans les coentreprises

La méthode de consolidation par intégration proportionnelle est retenue pour les entités contrôlée conjointement. Conformément à la norme IAS 31, les entités contrôlées conjointement sont des sociétés dans lesquelles la société exerce une activité économique avec d'autres parties, en vertu d'un accord contractuel et sous contrôle conjoint. La méthode de l'intégration proportionnelle est utilisée depuis la date où le contrôle conjoint commence, jusqu'à la date où il s'achève.

Dans l'intégration proportionnelle est substituée à la valeur comptable de ces titres la fraction représentative des intérêts de la société ou des sociétés détentrices dans les éléments actifs et passifs constitutifs de capitaux propres de ces sociétés déterminés d'après les règles de consolidation.

Lorsqu'une entité du groupe entreprend son activité directement dans le cadre d'un accord de coentreprise, la quote-part du groupe des actifs contrôlés conjointement et tout passif encouru conjointement avec les autres coentrepreneurs sont comptabilisés dans les états financiers de l'entité et classés selon leur nature.

Les passifs et les charges encourus directement par le coentrepreneur, relativement à sa participation dans des actifs contrôlés conjointement, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les produits de la vente ou de l'utilisation de la quote-part de la production des actifs contrôlés conjointement et la quote-part de toute charge de la coentreprise sont comptabilisés lorsque les avantages économiques associés à ces transactions sont imputables au groupe et peuvent être évalués de manière fiable.

Entreprises associées

Conformément à la norme IAS 28, les entreprises associées sont celles dans lesquelles la société a, directement ou indirectement, une influence notable et qui ne sont ni des filiales, ni des entités contrôlées conjointement. L'influence notable est définie comme le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entité détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. La méthode de la mise en équivalence est utilisée depuis la date où l'influence significative commence, jusqu'à la date où elle s'achève.



Dans la mise en équivalence est substituée à la valeur comptable de ces titres la part des capitaux propres de ces sociétés déterminés d'après les règles de consolidation.

Le compte de résultat reflète la quote-part du groupe dans les résultats de l'entreprise associée.

Une liste des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées est fournie dans les états financiers consolidés.

Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût du regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs en date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par le groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, et de tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

Les différences positives entre le coût d'acquisition et la quote-part dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date de prise de contrôle sont inscrits à l'actif en écart d'acquisition.

Les éventuelles différences négatives sont enregistrées directement en résultat de la période.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement, le montant de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36, ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché l'écart d'acquisition est au moins égale à sa valeur nette comptable. Si une perte de valeur est constatée, une dépréciation est enregistrée dans le résultat opérationnel, dans la rubrique " Pertes de valeur, amortissements et provisions ". Cette dépréciation est irréversible.

Lorsque les achats complémentaires interviennent après la prise de contrôle, la transaction est considérée comme une simple opération sur les titres avec les actionnaires minoritaires : les actifs et passifs identifiables de l'entreprise contrôlée ne font pas l'objet de réévaluation ; l'écart positif ou négatif généré entre le coût d'acquisition et la quote-part complémentaire acquise dans l'actif net de l'entreprise est enregistré directement dans les capitaux propres de l'acquéreur.

2.1.3 Opérations en monnaie étrangère

Monnaie de présentation

Les états financiers consolidés sont établis en euros, arrondis au millier le plus proche. L'euro est également la monnaie fonctionnelle du groupe, au sens de la norme IAS 21. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est leur monnaie locale.

Transactions en monnaies étrangères



Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de clôture. Les gains et les pertes qui résultent de ces transactions ainsi que de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultats.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de transaction.

Activités à l'étranger

Les états financiers des activités à l'étranger du groupe sont convertis en euros, conformément à la norme IAS 21. En conséquence, les éléments d'actif et de passif des filiales à l'étranger sont convertis en euros, au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Les comptes de résultats des filiales à l'étranger et des entités contrôlées conjointement sont convertis en euro au cours en vigueur aux dates des transactions (généralement le cours moyen pour autant qu'il ne varie pas de manière significative durant l'exercice). Les écarts de change qui en résultent éventuellement sont enregistrés dans une rubrique séparée des capitaux propres.

Les éléments constituant les capitaux propres sont convertis au taux de change historique.

2.1.4 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées et évaluées conformément à la norme IAS 38. Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire.

Les licences et droits similaires, sont amortis sur une durée de 2 à 5 ans.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique " Pertes de valeur, amortissements et provisions " du compte de résultat.

Immobilisations incorporelles générées en interne

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par le groupe regroupent les frais de développement des différents projets liés notamment à l'exploitation de logiciels et de jeux. La valorisation des différents projets est effectuée à leur coût interne. Une immobilisation incorporelle identifiable générée en interne résultant du développement d'un projet interne est comptabilisée à l'actif du bilan si, et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

- la faisabilité technique du projet ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la probabilité de générer des avantages économiques futurs ;
- la disponibilité de ressources techniques et financières pour achever le développement du projet ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.



Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Immobilisations incorporelles en-cours

L'essentiel des actifs incorporels en-cours est composé de logiciels et de jeux en cours de développement. Ils figurent en immobilisations en cours et à ce titre ne sont pas amortis. Ces projets cessent d'être activés à compter de la date de mise en service. Ils sont alors amortis sur leur durée d'utilité.

2.1.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition déduction faite de l'amortissement et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition.

A chaque arrêté, le coût d'acquisition est diminué de l'amortissement cumulé et éventuellement des dépréciations déterminées selon la norme IAS 36. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- agencements et installations	5 à 10 ans
- matériels de bureau et informatiques	3 à 5 ans
- mobiliers de bureau	4 à 5 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique dans la rubrique " Pertes de valeur, amortissements et provisions " du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non courants est présenté sous la rubrique "autres produits ou charges opérationnels" du compte de résultat.

Subventions d'investissement

Le groupe ne bénéficie pas d'aides ou de subventions publiques.

2.1.6 Contrats de location

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location - financement, transférant au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à



la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les actifs objet d'un contrat de location - financement sont amortis sur la leur durée d'utilité conforme aux règles du groupe. En cas d'indice de perte de valeur, ils font l'objet d'un test de dépréciation conformément à la norme IAS 36.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont des locations simples. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat.

2.1.7 Pertes de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles

Ecarts d'acquisition

Les actifs à durée de vie indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel, et à chaque fois qu'un indice de risque fait apparaître le risque que la valeur recouvrable soit inférieure à la valeur comptable. Les actifs à durée de vie indéfinie sont pour l'essentiel constitués des écarts d'acquisition.

Pour les besoins du test de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée au niveau de l'écart d'acquisition. La valeur recouvrable de l'UGT est appréciée sur la base de ses cash-flows prévisionnels actualisés tels qu'ils ont été établis et validés par la direction du groupe. Les pertes de valeur constatées sur les écarts d'acquisition sont comptabilisées en résultat opérationnel. Elles sont irréversibles.

Immobilisations incorporelles et corporelles

A chaque date de clôture, le groupe estime la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indicateur de perte de valeur. S'il existe un tel indicateur, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs) nette des coûts de cession et de sa valeur d'utilité. Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée en charges dans le résultat opérationnel.

2.1.8 Actifs financiers

Les actifs financiers sont présentés et évalués conformément aux normes IAS 32 et IAS 39. Ils comprennent les immobilisations financières (titres de participation non consolidés et autres titres de placement), les prêts et créances financières ainsi que les instruments financiers dérivés actifs.



Les actifs financiers sont présentés au bilan en actifs courants / non courants selon que leur échéance est ou non supérieure à un an, à l'exception des instruments dérivés classés en éléments courants.

Prêts et créances financières

Les prêts et créances financières sont évalués au coût amorti diminué, le cas échéant, d'une perte de valeur. Les intérêts évalués au taux d'intérêt effectif sont comptabilisés dans les charges ou produits financiers du compte de résultat.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur avec variation en résultat sont désignés comme tels lorsque l'opération est initiée. Ces actifs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, et sont évalués à chaque arrêté comptable à la juste valeur. La variation de cette juste valeur est comptabilisée dans les charges ou produits financiers du compte de résultat.

Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance

Cette rubrique enregistre les actifs acquis à échéance fixe lorsque le groupe a l'intention et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti, et les intérêts comptabilisés au taux d'intérêt effectif sont enregistrés dans les charges ou produits financiers du compte de résultat.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres de participation non consolidés, ainsi que les titres de placement. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable, à la juste valeur. Les plus ou moins values latentes sont enregistrées en capitaux propres. Lorsqu'il existe un marché actif, la juste valeur correspond à la valeur de marché. A défaut, la juste valeur est obtenue à partir de flux de trésorerie actualisés. A défaut de pouvoir procéder à de telles évaluations, la valeur retenue correspond au coût d'acquisition, diminué des pertes de valeur constatées.

2.1.9 Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués, conformément à la norme IAS 2, au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements est composé du prix d'achat hors taxes des matières premières, main d'œuvre directe, autres coûts directs et frais généraux de production déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus, majoré des frais accessoires sur achats (transport, frais de déchargement, frais de douane, commissions sur achats ...). Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré/ premier sorti.

2.1.10 Créances et autres débiteurs

Créances clients



Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le groupe dans le cadre de son activité. Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale, diminuée des réductions de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indicateurs objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement. En particulier, pour l'appréciation de la valeur recouvrable des créances clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non recouvrement.

Autres débiteurs

Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur. Ils sont évalués à leur valeur nominale, diminuée des réductions de valeur constituées pour couvrir tout risque identifiable. Les réductions de valeur sont comptabilisées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

2.1.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, qui ont une échéance initiale inférieure à trois mois et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les dépôts à court terme sont portés au bilan à leur valeur nominale.

2.1.12 Capital social

Cette rubrique correspond au capital social souscrit.

2.1.13 Titres en autocontrôle

Les actions de la société RENTABILWEB GROUP détenues par le groupe sont portées en déduction des capitaux propres, jusqu'à l'annulation ou la cession des actions. Les résultats de cession des actions propres sont comptabilisés nets des effets d'impôt directement en capitaux propres.

2.1.14 Paiements fondés sur des actions

Le groupe attribue à certains membres du personnel et à des membres du conseil d'administration des bons de souscription d'actions (BSA). Ces transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instrument de capitaux propres sont évaluées à la juste valeur (excluant les effets des conditions d'acquisition autres que les conditions de marché) à la date d'attribution. La juste valeur déterminée à la date d'acquisition est comptabilisée en charges selon le mode linéaire sur la période d'acquisition des droits, sur la base du nombre d'actions que le groupe s'attend à devoir émettre, ajusté des effets des conditions d'acquisition des droits autres que les conditions de marché.

La juste valeur est évaluée en utilisant le modèle de type Black & Scholes. La durée de vie attendue utilisée dans le modèle a été ajustée, sur la base des estimations de la direction, des effets de non-transférabilité, des



restrictions de conditions d'exercice et d'informations sur le comportement d'exercice des membres du personnel.

L'avantage correspondant aux droits attribués sous forme de BSA ou d'actions gratuites est comptabilisé par imputation sur les charges de personnel, la contrepartie étant portée directement en capitaux propres.

2.1.15 Provisions

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée lorsque, à la clôture de la période, une des sociétés du groupe a une obligation juridique ou implicite découlant d'événements survenus dans le passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre cette obligation et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont donc inscrites au bilan sur la base de la meilleure estimation possible de la dépense nécessaire pour s'acquitter de l'obligation actuelle à la date du bilan.

2.1.16 Passifs financiers

Les passifs financiers sont présentés et évalués conformément aux normes IAS 32 et IAS 39. Ils comprennent les emprunts et dettes financières, les concours bancaires et les instruments dérivés passifs.

Les passifs financiers sont présentés au bilan en passifs courants/ non courants selon que leur échéance est ou non supérieure à un an, à l'exception des instruments dérivés classés en éléments courants.

Dettes financières

Les dettes financières sont évaluées au coût amorti. Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sont comptabilisés dans les charges financières du compte de résultat.

Les emprunts sont ventilés en :

- passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois après la clôture,
- et en passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les passifs financiers évalués à la juste valeur avec variation en résultat sont désignés comme tels lorsque l'opération est initiée. La variation de cette juste valeur est comptabilisée dans les charges ou produits financiers du compte de résultat.

2.1.17 Dettes commerciales et autres dettes courantes

Les dettes commerciales et les autres dettes courantes sont évaluées à leur valeur nominale.



2.1.18 Secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8, le groupe RENTABILWEB distingue 2 secteurs opérationnels :

- le secteur B to B (Business to Business) correspond aux activités de prestations de services aux professionnels et aux éditeurs partenaires. Il comprend notamment les activités de paiement et de micro-paiement assurées par la plate-forme de RENTABILWEB ainsi que les activités de régies publicitaires et de marketing-direct.
- le marché B to C (Business to Consumer) reflète le renforcement du groupe dans les activités de Publishing avec notamment la constitution d'un bouquet global de divertissement couvrant entre autre le jeu, la rencontre, la vie pratique, l'information, le blog, etc.

La répartition des informations par zone géographique est réalisée sur la base du pays où est implanté le siège social de l'entité.

Les informations communiquées dans les tableaux relatifs à l'information sectorielle sont présentées selon les mêmes principes comptables que ceux utilisés pour les comptes consolidés du groupe.

2.1.19 Produits des activités ordinaires

Un produit est constaté lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront à la société et que ces avantages peuvent être évalués de façon fiable. Les produits de la vente de biens sont comptabilisés une fois la livraison effectuée et lorsque le transfert des risques et avantages a été accompli.

Les intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé de manière à refléter le rendement effectif de l'actif.

Les redevances sont comptabilisées au fur et à mesure qu'elles sont acquises, conformément aux termes des accords.

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

2.1.20 Avantages du personnel

En vertu d'obligations légales ou d'usages, le groupe participe à des régimes de retraite complémentaires ou autres avantages long terme au profit des salariés. Le groupe offre ces avantages à travers des régimes à cotisations définies. Dans le cadre de régimes à cotisations définies, le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement des cotisations. Les contributions versées aux régimes sont enregistrées en charges de période.

Indemnités de départ

Les indemnités de départ relèvent de la convention collective applicable dans le groupe et concernent les indemnités de départ à la retraite ou de fin de carrière versées en cas de départ volontaire ou de mise en retraite des salariés.

L'évaluation des engagements est déterminée selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires qui tiennent compte des conditions économiques. Les taux d'actualisation sont déterminés par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie, ou, à défaut, le taux à la clôture des obligations d'Etat.



Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite). Il n'est pas financé et leur engagement ne fait pas l'objet d'un passif au bilan.

2.1.21 Impôts différés

La rubrique "charge d'impôt" inclue l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

Impôt exigible

L'impôt exigible est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'exercice écoulé ainsi que tout ajustement aux impôts payés ou à payer relatifs aux exercices antérieurs. Les impôts exigibles sont comptabilisés au compte de résultats. Les créances ou dettes impôts sont enregistrées dans les actifs ou passifs courants.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable conformément à la norme IAS 12, sur les différences temporelles existant à la clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable, ainsi que sur les déficits fiscaux. Aucun impôt différé passif n'est constaté sur les écarts d'acquisition. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour les déficits fiscaux et les crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont calculés entité par entité. Ils sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et qu'ils se rapportent à une même entité fiscale.

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs et passifs non courants.

L'impôt différé et exigible est comptabilisé comme un produit ou une charge au compte de résultat sauf s'il se rapporte à une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

2.1.22 Gestion du risque lié aux instruments financiers

Le groupe RENTABILWEB, dans le cadre de son activité courante, ne dispose pas de divers instruments financiers tels que définis par les normes IAS 32 et IAS 39 pour la gestion de certains risques auxquels le groupe pourrait être amené à faire face.

Risque de crédit



Selon la norme IFRS 7, le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Le groupe RENTABILWEB n'a pas d'exposition significative au risque de crédit.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le groupe ne puisse faire face à ses obligations à temps ou dans des conditions normales. La direction financière du groupe est responsable de la liquidité, du financement et de la gestion des échéances. Le groupe gère le risque de liquidité sur une base consolidée compte tenu des besoins opérationnels. La direction gère la liquidité nette du groupe sur la base de prévisions compte tenu des flux de trésorerie anticipés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du groupe sont détenus dans des établissements financiers réglementés.

Risque de change

Afin de réduire l'effet des fluctuations des taux de change, les transactions sont effectuées par chaque société du groupe RENTABILWEB dans leur monnaie fonctionnelle (monnaie locale).

Les quelques flux de trésorerie en devise ne sont pas couverts par des contrats à terme.

Risque de taux d'intérêt

Les dettes financières du groupe RENTABILWEB ont été souscrites à taux fixe. Il n'y a donc pas de risque de taux notamment dans un contexte de hausse des taux.

Les équivalents de trésorerie ont une faible sensibilité à l'évolution des taux d'intérêt.

La situation financière du groupe RENTABILWEB n'étant pas sensible à l'évolution des taux d'intérêt, le risque de taux n'est pas couvert.

Risque de marché

Le groupe RENTABILWEB n'a pas d'exposition significative au risque de marché.

2.2. Estimation et incertitudes

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la direction du groupe à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces hypothèses ayant un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques considérés comme les plus raisonnables et les plus probables.



Les comptes et informations sujets à des estimations concernent notamment les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les écarts d'acquisition, les autres actifs non courants, les provisions pour risques et charges, et les impositions différées.

Les principes comptables appliqués par le groupe sont présentés dans la note 2.1 des états financiers du groupe.

Test de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation chaque année à la clôture. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité.

Ces tests de dépréciation requièrent l'utilisation d'hypothèses qui sont définies par la direction du groupe. La direction du groupe estime que la réalisation de tests annuels de dépréciation constitue un principe comptable du groupe sujet à estimation et jugement car la détermination des valeurs recouvrables des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéterminée suppose l'utilisation d'hypothèses en ce qui concerne :

- la détermination des taux d'actualisation nécessaire à l'actualisation des flux futurs de trésorerie générés par les actifs ou par les unités génératrices de trésorerie ;
- l'estimation de l'augmentation du chiffre d'affaires généré par les actifs testés ;
- l'estimation de la marge opérationnelle liée à ces actifs pour les périodes futures.

Les hypothèses utilisées par le groupe pour le calcul de la valeur recouvrable de ses actifs s'appuient sur l'expérience passée ainsi que sur des données externes. Pour déterminer les taux de croissance future des revenus générés par un actif spécifique, les taux de marge opérationnelle et les flux de trésorerie opérationnels générés par un actif spécifique, le groupe utilise les budgets de chaque entité servant de base à l'estimation des flux de trésorerie pour les prochaines années.

Immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie

Le groupe a recours à des estimations et doit utiliser certaines hypothèses visant à (i) évaluer la durée de vie attendue des actifs afin de déterminer leur durée d'amortissement et (ii) constater, le cas échéant, une perte de valeur sur la valeur de toute immobilisation.

Les estimations utilisées pour déterminer la durée de vie attendue des immobilisations sont appliquées par toutes les entités du groupe.

Impôts différés

La valeur recouvrable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture. Cette valeur est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage lié à tout ou partie de ces actifs d'impôts différés.

La direction du groupe doit par conséquent identifier les impôts différés actifs et passifs et déterminer le montant des impôts différés actifs comptabilisés. Lorsqu'une filiale a enregistré récemment des pertes



fiscales, l'existence d'un bénéfice imposable dans le futur est supposée improbable, à moins que la reconnaissance d'un impôt différé actif soit justifiée par :

- des pertes liées à la survenance de circonstances exceptionnelles qui ne se renouvelleront pas dans un avenir proche ; et/ou
- la perspective de gains exceptionnels ; et
- les résultats futurs attendus des contrats à long terme.

2.3. Principaux faits caractéristiques de l'exercice

R-PUBLISHING | BELGIQUE

La société R-PUBLISHING a procédé, par décision de l'assemblée générale du 20 février 2009, à une augmentation de capital en numéraire à concurrence de 150 102 EUR par création de 807 nouvelles parts sociales.

Le pourcentage d'intérêt du groupe dans la société R-PUBLISHING est désormais de 99,890%, contre 99,000% au 31 décembre 2008.

RENTABILIWEB BULGARIA | BULGARIE

La société RENTABILIWEB BULGARIA, société à responsabilité limitée au capital de 2 650 EUR, société de droit bulgare, filiale détenue à 100% par RENTABILIWEB GROUP, a été créée le 24 mars 2009.

La société proposera des prestations informatiques et d'Internet sur des sites d'édition numérique.

RENTABILIWEB MULTIMEDIA | FRANCE

La société RENTABILIWEB GROUP a procédé, par décision du 24 août 2009, à la cession de 100% des titres détenus de la société RENTABILIWEB MULTIMEDIA à la société RENTABILIWEB EUROPE, pour un montant de 205 650 euros.

Le 25 août 2009, la société RENTABILIWEB EUROPE, associé unique de la société RENTABILIWEB MULTIMEDIA, a annoncé sa volonté de dissoudre par confusion de patrimoine la société RENTABILIWEB MULTIMEDIA. Conformément à la réglementation juridique et fiscale applicable en France, la transmission universelle de patrimoine, qui a pris effet 30 jours à compter de sa publication légale, a été effectuée sur la base des valeurs nettes comptables.



2.4. Périmètre de consolidation

Dénomination sociale	Pays	Entrée périmètre	Date clôture	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
RENTABILIWEB GROUP <i>Rue Jourdan 41 - Saint-Gilles - 1060 Bruxelles - Belgique - BE 878 265 120</i>	Belgique	26.12.05	31.12	100,000	100,000	société mère
RENTABILIWEB EUROPE <i>6 rue Casteres - 92110 Clichy - France</i>	France	26.12.05	31.12	99,996	99,996	IG
RSHOP ECOMMERCE <i>53 rue Vauban - 69006 Lyon - France</i>	France	16.01.06	31.12	99,996	100,000	IG
RENTABILIWEB SRL <i>Ploiesti nr 73-81 - Cladirea 3 - Bucuresti Sector 1 - Romania</i>	Roumanie	13.06.06	31.12	99,996	100,000	IG
R PUBLISHING <i>Rue Jourdan 41 - Saint-Gilles - 1060 Bruxelles - Belgique - BE 882 778 588</i>	Belgique	26.06.06	31.12	99,890	99,890	IG
RENTABILIWEB TELECOM <i>6 rue Casteres - 92110 Clichy - France</i>	France	18.12.06	31.12	99,996	100,000	IG
SERVTEL 3000 <i>6 rue Casteres - 92110 Clichy - France</i>	France	20.03.07	31.12	99,996	100,000	IG
MONTORGUEIL <i>19 rue de Milan - 75009 Paris - France</i>	France	09.11.07	31.12	100,000	100,000	IG
RENTABILIWEB BELGIQUE <i>Rue Jourdan 41 - Saint-Gilles - 1060 Bruxelles - Belgique - BE 873 801 536</i>	Belgique	09.11.07	31.12	100,000	100,000	IG
ETERIC RO-NET <i>Str Harmanului nr 50 - Brasov - Romania</i>	Roumanie	09.11.07	31.12	100,000	100,000	IG
ACHATS SUR INTERNET <i>53 rue Vauban - 69006 Lyon - France</i>	France	09.04.08	31.12	99,996	100,000	IG
R-DISTRIBUTION <i>69 boulevard de la Petrusse - L2320 Luxembourg - Luxembourg</i>	Luxembourg	20.05.08	31.12	100,000	100,000	IG
RENTABILIWEB BULGARIE <i>Poduyane - Hadzhi Dimitar - bl. 55B - Sofia - Bulgarie</i>	Bulgarie	24.03.09	31.12	100,000	100,000	IG

IG : intégration globale – IP : intégration proportionnelle – ME : mise en équivalence



Evolution du périmètre de consolidation

- 20 février 2009 : augmentation de capital dans la société R-PUBLISHING et du pourcentage d'intérêt du groupe dans la société
- 24 mars 2009 : création de la société RENTABILIWEB BULGARIA, société à responsabilité limitée au capital de 2 650 EUR, société de droit bulgare, filiale détenue à 100% par RENTABILIWEB GROUP
- 24 septembre 2009 : dissolution par confusion de patrimoine de la société RENTABILIWEB MULTIMEDIA au bénéfice de RENTABILWEB EUROPE

2.5. Note 1 ▪ Ecart d'acquisition

	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes 31.12.09	Valeurs nettes 31.12.08
Valeurs à l'ouverture	27 949		27 949	27 949
Regroupements d'entreprises				
Cessions				
Pertes de valeur				
Ecart de conversion				
Autres variations				
Valeurs à la clôture	27 949		27 949	27 949

Lors de leur acquisition, le goodwill a été affecté à chacune des sociétés, celles-ci étant considérées comme une UGT indépendante au sein de leur secteur d'activité.

Ecart d'acquisition positifs

	Année d'acquisition	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes 31.12.09
RENTABILIWEB TELECOM	2006	49		49
RENTABILIWEB MULTIMEDIA	2007	38		38
MONTORGUEIL	2007	27 830		27 830
RENTABILIWEB BELGIQUE	2007	32		32
Ecart d'acquisition positifs		27 949		27 949

Aucune dépréciation n'a été constatée sur les écarts d'acquisition. La valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un écart d'acquisition a été affecté excédant sa valeur comptable, les écarts d'acquisition affectés sont considérés comme ne s'étant pas dépréciés.



Ecart d'acquisition négatifs

Conformément à la norme IFRS 3, l'écart d'acquisition négatif est porté au compte de résultat de l'exercice au cours duquel il est constaté.

	Année d'acquisition	Valeurs négatives	Rapportées au résultat	Valeurs nettes 31.12.09
RENTABILIWEB EUROPE	2005	-307	307	0
RENTABILIWEB MULTIMEDIA	2006	-7	7	0
RENTABILIWEB BELGIQUE	2007	-3 790	3 790	0
ETERIC	2007	-142	142	0
Ecart d'acquisition négatifs		-4 246	4 246	0

Les participations détenues dans les autres sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du groupe résultent de la souscription au capital de celles-ci dès leur création. Ainsi, aucun écart d'acquisition n'a été constaté sur ces filiales.

2.6. Note 2 ■ Immobilisations incorporelles

	Concessions, brevets, etc.	Fonds commercial	Autres	En-cours	TOTAL
Valeurs brutes 31.12.08	1 249	1 574	6	181	3 010
Acquisitions	1 038			300	1 338
Sorties	-2		-6		-8
Ecart de conversion					
Variation de périmètre					
Autres variations				-100	-100
Valeurs brutes 31.12.09	2 285	1 574	0	381	4 240
Amort. et prov. 31.12.08	595	0	6	0	601
Augmentations (dotations)	510				510
Diminutions	-2		-6		-8
Ecart de conversion					
Variation de périmètre					
Autres variations					
Amort. et prov. 31.12.09	1 103	0	0	0	1 103
Valeurs nettes 31.12.09	1 182	1 574	0	381	3 137

Certaines immobilisations incorporelles correspondent à des immobilisations générées en interne pour une valeur brute de 1 146 KEUR au 31 décembre 2009 et de 412 KEUR au 31 décembre 2008.



2.7. Note 3 ▪ Immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres	En-cours	TOTAL
Valeurs brutes 31.12.08				582		582
Acquisitions				359		359
Sorties				-6		-6
Ecart de conversion						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Valeurs brutes 31.12.09				935		935
Amort. et prov. 31.12.08				319		319
Augmentations (dotations)				152		152
Diminutions				-4		-4
Ecart de conversion						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Amort. et prov. 31.12.09				467		467
Valeurs nettes 31.12.09				468		468

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de matériels informatiques (384 KEUR), de mobiliers (10 KEUR), et d'agencements de bureaux (74 KEUR).

2.8. Note 4 ▪ Autres actifs financiers non courants

	Actifs financ. dispo. vente	Créances rattachées	Prêts	Dépôts et cautionnem.	Autres	TOTAL
Actifs financiers 31.12.08				26		26
Acquisitions	50			43		93
Sorties				-4		-4
Ecart de conversion						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Pertes de valeur						
Actifs financiers 31.12.09	50			65		115

Les actifs financiers disponibles à la vente (50 KEUR) correspondent principalement à une participation non cotée et non consolidée, en particulier à une contribution dans le capital d'une société française en phase de développement.

Les autres actifs non courants sont constitués de dépôts et cautionnements versés (65 KEUR).



Etats des échéances

	31.12.09	Actifs < 1 an	1 < Actifs < 5 ans	Actifs > 5 ans
Actifs financiers disponibles à la vente	50		50	
Créances rattachées				
Prêts				
Dépôts et cautionnements	65	6	59	
Autres actifs				
Autres actifs financiers non courants	115	6	109	

2.9. Note 5 ▪ Stocks

	31.12.09	31.12.08
Marchandises	0	5
Stocks	0	5

2.10. Note 6 ▪ Clients et autres débiteurs

	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes 31.12.09	Valeurs nettes 31.12.08
Avances versées s/ commandes fournisseurs	57		57	75
Créances clients	16 769	1 245	15 524	12 712
Créances fiscales et sociales	1 732		1 732	1 237
Autres créances	4 081		4 081	2 761
Charges constatées d'avance	334		334	21
Clients et autres débiteurs	22 973	1 245	21 728	16 806

L'ensemble des créances a fait l'objet d'une analyse du risque de recouvrement.

L'incidence des pertes de valeur des créances clients nettes des reprises représente une charge de 53 KEUR sur l'exercice 2009.

Etats des échéances

	31.12.09	Créances < 6 mois	6 < Créances < 12 mois	Créances > 12 mois
Avances versées s/ commandes fournisseurs	57	57		
Créances clients	15 524	15 524		
Créances fiscales et sociales	1 732	1 732		
Autres créances	4 081	3 614	467	
Charges constatées d'avance	334	334		
Clients et autres débiteurs	21 728	21 261	467	



2.11. Note 7 ▪ Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes 31.12.09	Valeurs nettes 31.12.08
Valeurs mobilières de placement	6 258		6 258	8 545
Disponibilités	8 983		8 983	5 412
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 241		15 241	13 957
Soldes créditeurs et concours bancaires	-9		-9	0
Trésorerie nette	15 232		15 232	13 957

La trésorerie est affectée directement pour les besoins des opérations d'exploitation des sociétés du groupe avec des possibilités limitées de remontée au niveau de la holding.

Les équivalents de trésorerie sont composés de valeurs mobilières de placement. Ils correspondent à des placements entièrement sécurisés en sicav de trésorerie monétaires.

2.12. Note 8 ▪ Capital social

	Valeur nominale (€)	Nombre d'actions 31.12.08	Actions rémunérant des apports	Actions émises (numéraire)	Nombre d'actions 31.12.09
Actions	1,12	15 778 616			15 778 616

Le capital de RENTABILIWEB GROUP s'établit à 17 740 939 EUR. Au 31 décembre 2009, le capital social est composé de 15 778 616 actions représentant un / quinze millions sept cent soixante dix huit mille six cent seizième du capital social (1/15 778 616^{ème}).

La société RENTABILIWEB GROUP a procédé, par décision de l'assemblée générale ordinaire du 25 mai 2009, à une distribution de dividendes sur le bénéfice 2008 pour un montant de 315 572,32 EUR, soit 0,02 EUR par action.

2.13. Note 9 ▪ Titres en autocontrôle

Les actions propres sont constituées d'actions RENTABILIWEB détenues par la société RENTABILIWEB GROUP. Au 31 décembre 2009, la société détient 116 972 actions propres acquises à un coût moyen de 6,04 EUR.

2.14. Note 10 ▪ Paiements fondés sur des actions

La société RENTABILIWEB GROUP a adopté, par décision du conseil d'administration et après autorisation de l'assemblée générale, des plans attribuant un certain nombre :

- d'options de souscription d'actions à certains membres du personnel de la société et de ses filiales, y compris les mandataires sociaux.
- d'actions gratuites à certains membres du personnel de la société et de ses filiales.



Ces options ont pour objectif de mobiliser les salariés les plus moteurs de l'entreprise, de les fidéliser pour leur performance et d'associer, dans une perspective à moyen-long terme, ces personnes à l'intérêt des actionnaires.

Bons de souscription d'actions

	31.12.09	31.12.08
Valeurs à l'ouverture	336 000	214 650
Attribuées au cours de l'exercice	117 600	121 350
Exercées pendant l'exercice		
Expirées ou non exerçables pendant l'exercice*		
Valeurs à la clôture	453 600	336 000

* Suite au non-respect des conditions d'exercice

Valeur de l'option	1,53	1,02	1,02
Prix d'exercice (en euros)	6,00	3,00	3,00
Date d'attribution	05.06.09	15.05.08	25.04.07
Nombre d'options	117 600	121 350	214 650

Conformément à la norme IFRS2, les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution. La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution a été effectuée en appliquant le modèle de type Black & Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

Les bénéficiaires des options ne peuvent exercer leurs droits avant un délai minimum de 3 ans après la date d'attribution.

Les principales hypothèses prises en compte dans cette valorisation sont :

- volatilité : 30%
- dividendes attendus : 0%
- taux d'intérêt sans risque : 4,00%
- taux de démission : 20%

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'1/3 par an. Cette comptabilisation est faite par imputation sur les charges de personnel, la contrepartie étant portée directement en capitaux propres. Le montant pris en charge dans le compte de résultat 2009 s'est élevé à 119 milliers d'euros, et correspond :

- aux options attribués sur la période pour 28 KEUR
- aux options attribués antérieurement pour 91 KEUR.

Actions gratuites

Une allocation de 78 300 actions propres a été réservée pour certains salariés du groupe dont ils ne deviendront propriétaires qu'à compter d'une période de 2 ans sous condition d'être toujours salariés du groupe à cette date. Ces actions ne pourront être cédées que 2 ans après leur acquisition.



La valeur des actions gratuites allouées, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des actions reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'1/2 par an. Cette comptabilisation est faite par imputation sur les charges de personnel, la contrepartie étant portée directement en capitaux propres. Le montant pris en charge dans le compte de résultat 2009 s'est élevé à 124 milliers d'euros.

2.15. Note 11 ■ Provisions

Provisions non courantes

	31.12.09	31.12.08
Provisions pour risques	36	136
Provisions pour charges	62	62
Provisions à long terme	98	198

Provisions courantes

	31.12.09	31.12.08
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	101	101
Provisions à court terme	101	101

Provisions courantes et non courantes

	31.12.09	31.12.08
Provisions pour risques	36	136
Provisions pour charges	163	163
Provisions à court et long terme	199	299

	Provisions pour risques	Provisions pour charges	TOTAL
Provisions 31.12.08	136	163	299
Dotations	6		6
Reprises utilisées	-40		-40
Reprises non utilisées	-66		-66
Ecart de conversion			
Variation de périmètre			
Autres variations			
Provisions 31.12.09	36	163	199



2.16. Note 12 ▪ Dettes financières

Dettes financières non courantes

	31.12.09	31.12.08
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4	17
Emprunts et dettes financières divers	3	3
Autres passifs financiers		
Dettes financières non courantes	8	20

Les dettes auprès des établissements de crédit correspondent aux échéances des emprunts dues à plus de douze mois.

Les dettes financières diverses sont constitués de dépôts reçus (3 KEUR).

Dettes financières courantes

	31.12.09	31.12.08
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13	12
Emprunts et dettes financières divers		
Soldes créditeurs et concours bancaires	9	
Autres passifs financiers	7	11
Dettes financières courantes	28	23

Les dettes auprès des établissements de crédit correspondent à la part des emprunts remboursée à moins d'un an.

Dettes financières courantes et non courantes

	31.12.09	31.12.08
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	17	29
Emprunts et dettes financières divers	3	3
Soldes créditeurs et concours bancaires	9	
Autres passifs financiers	7	11
Dettes financières	36	43



	Emprunts auprès établis. de crédit	Emprunts et dettes financ. divers	Soldes crédeurs de banque	Autres passifs financiers	TOTAL
Dettes financières 31.12.08	29	3	0	11	43
Augmentations			9		9
Diminutions	-12			-4	-16
Ecart de conversion					
Variation de périmètre					
Autres variations					
Dettes financières 31.12.09	17	3	9	7	36

Etats des échéances

	31.12.09	Dettes < 1 an	1 < Dettes < 5 ans	Dettes > 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès établis. crédit	17	13	4	
Emprunts et dettes financières divers	3	3		
Soldes crédeurs et concours bancaires	9	9		
Autres passifs financiers	7	7		
Dettes financières	36	32	4	

2.17. Note 13 ■ Fournisseurs et autres crédeurs

	31.12.09	31.12.08
Avances reçues sur commandes clients	11	
Dettes fournisseurs	6 447	6 800
Dettes fiscales et sociales	2 246	1 779
Dettes sur immobilisations	8 125	8 125
Autres dettes	7 884	7 026
Produits constatés d'avance	1	8
Fournisseurs et autres crédeurs	24 714	23 738

La dette sur immobilisations représente le différé de paiement relatif à l'acquisition réalisée en 2007 des titres du groupe MONTORGUEIL.



Etat des échéances

	31.12.09	Dettes < 6 mois	6 < Dettes < 12 mois	Dettes > 12 mois
Avances reçues sur commandes clients	11	11		
Dettes fournisseurs	6 447	6 447		
Dettes fiscales et sociales	2 246	2 246		
Dettes sur immobilisations	8 125			8 125
Autres dettes	7 884	7 884		
Produits constatés d'avance	1	1		
Fournisseurs et autres créditeurs	24 714	16 589		8 125

2.18. Note 14 ■ Juste valeur des actifs et passifs financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que leur valeur au bilan, est résumée dans le tableau ci-après :

	2009		2008	
	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur au bilan	Juste valeur
Actifs financiers				
Autres actifs financiers non courants	115	115	26	26
Clients et autres débiteurs	21 728	21 728	16 806	16 806
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 241	15 241	13 957	13 957
Passifs financiers				
Passifs financiers non courants	8	8	20	20
Passifs financiers courants	28	28	23	23
Fournisseurs et autres créditeurs	24 714	24 714	23 738	23 738

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- les titres sont présentés à leur coût historique s'agissant de titres non cotés pour lesquels il n'existe aucune référence de marché. Une perte de valeur est comptabilisée par le compte de résultat lorsque des indices de pertes de valeur durables sont constatés ;
- les placements de trésorerie dont l'échéance est inférieure à trois mois étant soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont comptabilisés à leur coût historique (y compris les intérêts courus), supposé proche de leur juste valeur ;
- les emprunts et les dettes sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux effectif.
- la juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs des activités commerciales est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances courtes de paiement de ces créances et dettes.

2.19. Note 15 ■ Secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8, le groupe RENTABILWEB distingue 2 secteurs opérationnels :

- le secteur B to B (Business to Business) correspond aux activités de prestations de services aux professionnels et aux éditeurs partenaires. Il comprend notamment les activités de paiement et de micro-



paiement assurées par la plate-forme de RENTABILWEB ainsi que les activités de régies publicitaires et de marketing-direct tel que 128b, OInstant, Espace+ et Mailorama.

- le marché B to C (Business to Consumer) reflète le renforcement du groupe dans les activités de Publishing avec notamment la constitution d'un bouquet global de divertissement comprenant plus de 700 sites internet propriétaires couvrant entre autre le jeu, la rencontre, la vie pratique, l'information, le blog, etc.

31.12.09

	B to B BE	B to B FR	B to B RO	B to B BG	B to B LU	B to B TOTAL	B to C	TOTAL
Chiffre d'affaires		24 398	608			25 006	40 438	65 444
Produits d'intérêts	22	1	1			24	22	46
Prod. activités ordinaires	22	24 399	609			25 030	40 460	65 490
Autres prod. opérationnels		65				65	548	613
Charges opérationnelles	-1 135	-22 623	-527		-11	-24 296	-29 895	-54 191
Charges de dépréciation	-7	-527	-1			-535	-216	-751
Charges financières		-13				-13	-57	-70
Résultat sociétés en équiv								
Résultat activités abando.								
Charges impôt sur résultat	171	-767	-2			-598	-3 041	-3 639
Résultat net de l'exercice	-949	534	79		-11	-347	7 799	7 452

BE : Belgique - FR : France - RO : Roumanie - BG : Bulgarie - LU : Luxembourg

31.12.08

	B to B BE	B to B FR	B to B RO	B to B BG	B to B LU	B to B TOTAL	B to C	TOTAL
Chiffre d'affaires		23 303	488			23 791	32 477	56 268
Produits d'intérêts	77	53				130	76	206
Prod. activités ordinaires	77	23 356	488			23 921	32 553	56 474
Autres prod. opérationnels		54	1			55	2 381	2 436
Charges opérationnelles	-744	-20 715	-323		-3	-21 785	-26 335	-48 120
Charges de dépréciation		-317				-317	-226	-543
Charges financières		-55				-55	-161	-216
Résultat sociétés en équiv								
Résultat activités abando.								
Charges impôt sur résultat	67	-789	-15			-737	-2 624	-3 361
Résultat net de l'exercice	-600	1 534	151		-3	1 082	5 588	6 670

BE : Belgique - FR : France - RO : Roumanie - BG : Bulgarie - LU : Luxembourg



31.12.09

	B to B BE	B to B FR	B to B RO	B to B BG	B to B LU	B to B TOTAL	B to C	TOTAL
Actifs non courants	520	1 577	7			2 104	30 231	32 335
Actifs courants	6 579	16 730	205			23 514	13 653	37 167
Total des actifs	7 099	18 307	212			25 618	43 884	69 502
Passifs non courants		5				5	625	630
Passifs courants	8 438	12 563	4		3	21 008	4 494	25 502
Total des passifs	8 438	12 568	4		3	21 013	5 119	26 132

BE : Belgique - FR : France - RO : Roumanie - BG : Bulgarie - LU : Luxembourg

31.12.08

	B to B BE	B to B FR	B to B RO	B to B BG	B to B LU	B to B TOTAL	B to C	TOTAL
Actifs non courants	289	1 195	1			1 485	29 537	31 022
Actifs courants	3 813	14 809	184		9	18 815	12 073	30 888
Total des actifs	4 102	16 004	185		9	20 300	41 610	61 910
Passifs non courants		18				18	724	742
Passifs courants	8 404	10 985	51			19 440	5 030	24 470
Total des passifs	8 404	11 003	51			19 458	5 754	25 212

BE : Belgique - FR : France - RO : Roumanie - BG : Bulgarie - LU : Luxembourg

31.12.09

	B to C BE	B to C FR	B to C RO	B to C BG	B to C LU	B to C TOTAL	B to B	TOTAL
Chiffre d'affaires	40 436		2			40 438	25 006	65 444
Produits d'intérêts	19	1	2			22	24	46
Prod. activités ordinaires	40 455	1	4			40 460	25 030	65 490
Autres prod. opérationnels	31	484	33			548	65	613
Charges opérationnelles	-29 760	-70	-59	-6		-29 895	-24 296	-54 191
Charges de dépréciation	-207	-6	-3			-216	-535	-751
Charges financières	-50		-6	-1		-57	-13	-70
Résultat sociétés en équiv								
Résultat activités abando.								
Charges impôt sur résultat	-2 788	-194	-9	-50		-3 041	-598	-3 639
Résultat net de l'exercice	7 681	215	-40	-57		7 799	-347	7 452

BE : Belgique - FR : France - RO : Roumanie - BG : Bulgarie - LU : Luxembourg



31.12.08

	B to C BE	B to C FR	B to C RO	B to C BG	B to C LU	B to C TOTAL	B to B	TOTAL
Chiffre d'affaires	32 477					32 477	23 791	56 268
Produits d'intérêts	76					76	130	206
Prod. activités ordinaires	32 553					32 553	23 921	56 474
Autres prod. opérationnels	1 410	967	4			2 381	55	2 436
Charges opérationnelles	-25 911	-116	-308			-26 335	-21 785	-48 120
Charges de dépréciation	-50	-167	-9			-226	-317	-543
Charges financières	-148	-10	-3			-161	-55	-216
Résultat sociétés en équiv								
Résultat activités abando.								
Charges impôt sur résultat	-2 347	-287	10			-2 624	-737	-3 361
Résultat net de l'exercice	5 507	387	-306			5 588	1 082	6 670

BE : Belgique - FR : France - RO : Roumanie - BG : Bulgarie - LU : Luxembourg

31.12.09

	B to C BE	B to C FR	B to C RO	B to C BG	B to C LU	B to C TOTAL	B to B	TOTAL
Actifs non courants	818	29 404	6	3		30 231	2 104	32 335
Actifs courants	11 646	1 350	134	523		13 653	23 514	37 167
Total des actifs	12 464	30 754	140	526		43 884	25 618	69 502
Passifs non courants		624	1			625	5	630
Passifs courants	3 960	459		75		4 494	21 008	25 502
Total des passifs	3 960	1 083	1	75		5 119	21 013	26 132

BE : Belgique - FR : France - RO : Roumanie - BG : Bulgarie - LU : Luxembourg

31.12.08

	B to C BE	B to C FR	B to C RO	B to C BG	B to C LU	B to C TOTAL	B to B	TOTAL
Actifs non courants	118	29 404	15			29 537	1 485	31 022
Actifs courants	11 448	543	82			12 073	18 815	30 888
Total des actifs	11 566	29 947	97			41 610	20 300	61 910
Passifs non courants		723	1			724	18	742
Passifs courants	3 884	1 134	12			5 030	19 440	24 470
Total des passifs	3 884	1 857	13			5 754	19 458	25 212

BE : Belgique - FR : France - RO : Roumanie - BG : Bulgarie - LU : Luxembourg



2.20. Note 16 ▪ Produits des activités ordinaires

	31.12.09	31.12.08
Ventes de biens	105	302
Prestations de services	65 339	55 966
Chiffre d'affaires	65 444	56 268
Intérêts	46	206
Redevances		
Dividendes		
Produits des activités ordinaires	65 490	56 474

Le groupe ne réalise pas tout ou partie du produit de ses activités ordinaires par échange de biens ou de services.

2.21. Note 17 ▪ Autres produits opérationnels

	31.12.09	31.12.08
Ecarts d'acquisition négatifs		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières	24	14
Autres produits	523	2 005
Reprises sur provisions	66	417
Autres produits opérationnels	613	2 436

2.22. Note 18 ▪ Matières premières et consommables utilisés

	31.12.09	31.12.08
Achats de marchandises, matières et autres approvisionnements	356	416
Autres achats et charges externes	48 999	44 293
Impôts, taxes et versements assimilés	189	194
Autres charges	11	3
Matières premières et consommables utilisés	49 555	44 906

Rémunérations des tiers

Les honoraires (hors taxes) versés au commissaire aux comptes du groupe au titre de l'audit des comptes annuels sociaux et consolidés clos le 31 décembre 2009 sont les suivants (en milliers d'euros) :

- Emoluments du (des) commissaire(s) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête 25
- Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de la société concernée et de ses filiales par le(s) commissaire(s) :
 - Autres missions d'attestation
 - Missions conseils fiscaux



- Autres missions extérieures à la missions révisorales 6
- Emoluments des personnes avec lesquelles le(s) commissaire(s) est lié (sont liés) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête
- Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de la société concernée et de ses filiales par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés) :
 - Autres missions d'attestation
 - Mission conseils fiscaux
 - Autres missions extérieures à la missions révisorales 5

2.23. Note 19 ▪ Charges de personnel

	31.12.09	31.12.08
Salaires et traitements	3 214	2 401
Charges sociales	1 025	714
Participation et intéressement		
Autres avantages au personnel et paiements en actions	243	79
Charges de personnel	4 482	3 194

	31.12.09	31.12.08
Cadres	25	14
Agents de maîtrise et techniciens	85	83
Employés		
Ouvriers		
Effectif moyen	110	97

2.24. Note 20 ▪ Autres charges opérationnelles

	31.12.09	31.12.08
Charges de mécénat	100	
Autres charges	54	20
Autres charges opérationnelles	154	20



2.25. Note 21 ▪ Pertes de valeur, amortissements et provisions

	31.12.09	31.12.08
Dotations aux amortissements sur immobilisations	662	355
Dotations aux provisions sur immobilisations et actifs financiers non courants		
Dotations aux provisions sur actifs financiers courants	83	30
Dotations aux provisions pour risques et charges non courants	6	158
Dotations aux provisions pour risques et charges courants		
Pertes de valeur, amortissements et provisions	751	543

2.26. Note 22 ▪ Charges financières

	31.12.09	31.12.08
Intérêts et charges assimilées	43	151
Différences négatives de change	27	65
Charges financières	70	216

2.27. Note 23 ▪ Charges d'impôt sur le résultat

Analyse de la charge d'impôt

	31.12.09	31.12.08
Impôts sur les sociétés exigibles	3 930	3 492
Impôts différés	-291	-131
Charges d'impôt sur le résultat	3 639	3 361

Preuve d'impôts

	31.12.09	31.12.08
Résultat net consolidé avant impôt	11 091	10 031
Taux d'impôt théorique applicable	33,99%	33,99%
Charge d'impôt théorique	3 770	3 410
Différences de taux d'imposition des sociétés étrangères	-149	-29
Différences permanentes	228	150
Déficits fiscaux non activés	3	1
Crédits d'impôts et autres réductions d'impôts	-213	-171
Charge d'impôt comptabilisée	3 639	3 361
Taux d'impôt effectif	32,81%	33,51%



Variation des impôts différés actifs

	31.12.09	31.12.08
Solde à l'ouverture	374	243
Charges		
Produits	292	131
Variation de périmètre		
Solde à la clôture	666	374

Variation des impôts différés passifs

	31.12.09	31.12.08
Solde à l'ouverture	524	524
Charges		
Produits		
Variation de périmètre		
Solde à la clôture	524	524

Nature des impôts différés

Actifs	31.12.09	31.12.08
Immobilisations	0	13
Paiements fondés sur des actions	83	27
Différences temporelles	241	233
Déficits fiscaux	342	101
Impôts différés actifs	666	374

Passifs	31.12.09	31.12.08
Immobilisations	524	524
Impôts différés passifs	524	524

Actifs d'impôts non comptabilisés

	31.12.09	31.12.08
Déficits fiscaux	4	1
Actifs d'impôts non comptabilisés	4	1



2.28. Note 24 ▪ Résultat par action

	31.12.09	31.12.08
Résultat net – part du groupe (en milliers d'euros)	7 452	6 670
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	15 779	15 703
Résultat de base par action (en euros)	0,47	0,42
Résultat net – part du groupe (en milliers d'euros)	7 452	6 670
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	15 779	15 703
Ajustements liés aux options de souscription d'actions	453	336
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	16 232	16 039
Résultat dilué par action (en euros)	0,46	0,42

2.29. Note 25 ▪ Entreprises liées

Relations mère-filiales

La société RENTABILWEB GROUP est la holding animatrice de groupe. Elle définit la stratégie de développement du groupe ainsi que sa politique commerciale. Elle détermine les axes de communication et conduit en particulier la communication financière. Elle gère l'établissement des comptes sociaux des sociétés filiales et consolidés du groupe.

Entreprises liées

Conformément à la norme IAS 24, les transactions entre les sociétés du groupe ont été éliminées lors des opérations de consolidation (transactions intragroupes). Elles ne sont par conséquent pas abordées dans cette note.

Les transactions entre le groupe et les autres parties considérées comme liées au sens de la norme IAS 24 sont détaillées ci-dessous.

Entreprises liées	Nature de la relation	Société du groupe impliquée	Type de transaction pour le groupe	Montant des transactions (HT)	En-cours à la fin de l'exercice (bilan)
ST-GEORGES FINANCE	client / fournisseur	RENTABILWEB GROUP	charges (c)	240	20

- (a) achats ou ventes de biens (finis ou non)
- (b) achats ou ventes de biens immobiliers
- (c) prestations de services données ou reçues
- (d) contrats de location
- (e) transferts de recherche et développement
- (f) transferts dans le cadre de contrats de licence
- (g) transferts dans le cadre d'accord de financement (y compris les prêts et les apports en capital en numéraire ou en nature)
- (h) fourniture de garanties ou de sûretés
- (i) règlements de passifs pour le compte de l'entité ou par l'entité pour le compte d'une autre partie



Rémunérations des dirigeants

Les rémunérations de l'équipe de direction, considérés comme les principaux dirigeants au sens de la norme IAS 24, sont détaillées dans le tableau ci-après.

	31.12.09	31.12.08
Avantages à court terme	453	267
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiements en actions		
Rémunérations des dirigeants	453	267

Les administrateurs ne perçoivent aucun jeton de présence.

2.30. Note 26 ■ Engagements, actifs et passifs éventuels

Engagements hors-bilan

- Avantages postérieurs à l'emploi : indemnités de fin de contrat de travail

Conformément à la norme IAS 19, le groupe n'a pas opté pour la méthode de comptabilisation de la provision pour indemnités de fin de contrat de travail.

La valeur de l'engagement au titre d'indemnités de fin de contrat de travail s'élève au 31 décembre 2009 à 46 KEUR contre 26 KEUR euros au 31 décembre 2008.

La méthode retenue est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O (Project Benefit Obligation). Le P.B.O. représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn-over et de survie.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- départ à l'initiative des salariés
- turn-over faible
- taux de rendement : 3,75%
- taux d'inflation : 0,30%
- table de mortalité TV 88-90
- taux d'actualisation : 2,00%

Actifs et passifs éventuels

Au terme de l'exercice sous revue, le groupe n'a connaissance d'aucun actif ou passif éventuel tel que défini par la norme IAS 37, dont il y aurait lieu de faire mention dans les états financiers consolidés.



Litiges

Il n'existe pas, à la connaissance de la société, de litige susceptible d'affecter d'une façon significative l'activité, les résultats ou la situation financière du groupe.

Contrôles fiscaux

Une enquête administrative est en-cours au 31 décembre 2009 dans la société RENTABILIWEB BELGIQUE. Aucun élément à ce stade ne permet de préjuger l'issue de ce contrôle.

2.31. Note 27 ▪ Evènements postérieurs à la clôture

RENTABILIWEB GROUP | BELGIQUE

Depuis le 15 février 2010, les actions de RENTABILIWEB GROUP sont cotées en continu sur le compartiment C des places Euronext Bruxelles et Euronext Paris sous le symbole BIL.

En outre, la société RENTABILIWEB GROUP a procédé :

- par décision de l'assemblée générale du 16 février 2010, à une augmentation de capital par apport en numéraire à concurrence de 6 899 990,10 EUR (prime d'émission incluse) par création de 978 722 actions nouvelles ;
- par décision de l'assemblée générale du 25 février 2010, à une augmentation de capital en numéraire à concurrence de 2 872 050,15 EUR (prime d'émission incluse) par création de 407 383 actions nouvelles.

Ces deux opérations ont pour objectifs d'augmenter la liquidité et la négociabilité du titre pour faire évoluer le flottant de 12% à 32,7% du capital social. Par ailleurs, les fonds levés dans le cadre de ces opérations ont pour objectif d'augmenter la flexibilité financière du groupe et de disposer, le cas échéant, de moyens supplémentaires pour procéder à des opérations de croissance externe, tactiques et créatrices de valeur pour les actionnaires.

Le capital social de RENTABILIWEB GROUP s'établit à 19 293 376,56 EUR. Il est composé de 17 164 721 actions représentant un / dix-sept millions cent soixante-quatre mille sept cent vingt et unième du capital social (1/17 164 721 ème).

A l'exception des faits exposés ci-dessus, il n'est pas survenu d'évènements postérieurs à la date de clôture du 31 décembre de nature à remettre en cause la sincérité des informations portant sur l'évaluation des actifs et des passifs, la situation financière et les comptes annuels.



3. Rapport du commissaire

sur les comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2009

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE SUR LES COMPTES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2009

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que les mentions et informations complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2009, établis sur la base du référentiel de Normes internationales d'information financière tel qu'adopté dans l'Union européenne, dont le total du bilan s'élève à 69.502 (000 EUR) et dont le compte de résultat se solde par un bénéfice de l'exercice de 7.452 (000 EUR). Les états financiers des filiales françaises et d'une filiale belge comprises dans la consolidation ont été contrôlés par d'autres réviseurs et notre attestation est basée sur les rapports de ces autres réviseurs.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application des méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Ces normes de révision requièrent que notre contrôle et soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes consolidés. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clôturés le 31 décembre 2009 donnent une image fidèle du patrimoine de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de l'ensemble consolidé, conformément au référentiel de Normes internationales d'information financière tel qu'adopté dans l'Union européenne.



Mentions complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport consolidé de gestion relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés:

* Le rapport consolidé de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Zaventem, le 30 avril 2010

LE COMMISSAIRE,

SC SCRL RSM RÉVISEURS D'ENTREPRISES - BEDRIJFSREVISOREN
REPRESENTÉE PAR
JEAN-FRANÇOIS NOBELS



RENTABILIWEB GROUP SA
Rue Jourdan 41 - Saint Gilles - 1060 Bruxelles - Belgique
Société anonyme au capital de 17 740 939 euros

www.rentabiliweb.org

